H@P

François Jarrige, « L'historien et la question écologique », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]

L'historien et la question écologique

François Jarrige

> « Dans un monde qui vient d'aborder la chimie de l'atome et commence seulement à sonder le secret des espaces stellaires, dans notre pauvre monde qui, justement fier de sa science, n'arrive pourtant pas à se créer un peu de bonheur, les longues minuties de l'érudition historique, fort capables de dévorer toute une vie, mériteraient d'être condamnées comme un gaspillage de forces absurde au point d'être criminel, si elles ne devaient aboutir qu'à enrober d'un peu de vérité un de nos délassements. »
>
> Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 72.

Si les historiens sont continuellement interpellés par les débats politiques et les événements du présent, ils ont pourtant tardé à réagir au surgissement de la question écologique dans l'espace public. Les sciences du système terre et de la nature s'accordent désormais à voir dans notre planète un organisme appauvri par les activités d'origine humaine, aux équilibres altérés, où la faune et la flore semblent partout en crise, où les catastrophes se multiplient de façon de plus en plus incontrôlable, préparant un effondrement social et environnemental désormais annoncé. Plus qu'une « crise écologique » ou « environnementale », qui nécessiterait une bonne gestion de la part de décideurs enfin devenus conscients, nous vivons une révolution de nature géologique qui implique de repenser en profondeur nos imaginaires comme les attachements qui nous relient aux autres et au monde[1]. Face à la question écologique, les historiens ont longtemps été sceptiques : spécialistes des sociétés humaines, ils abandonnaient volontiers le monde physique à leurs collègues des sciences dites dures ; éclairés par leur fréquentation des catastrophes passées, ils se méfiaient des discours à tonalité apocalyptique des milieux écologistes. Depuis quarante ans pourtant, les débats écologiques et environnementaux n'ont cessé de croiser leur chemin, de mettre à l'épreuve leurs catégories d'analyse, leurs méthodes de travail, leurs périodisations, comme les formes de leurs engagements.

Origines politiques de l'histoire environnementale

La première réponse au surgissement de la question écologique dans les années 1970 a été l'apparition d'une histoire dite environnementale, aux frontières longtemps floues et discutées. William Cronon, l'un des principaux représentants de cette histoire aux États-Unis, observait qu'en Amérique du Nord, elle surgit directement des luttes écologiques des années 1968[2]. Les premières générations d'historiens de

[1] Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'évènement anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Le Seuil, 2013 [Nouvelle édition 2016].

[2] William Cronon, « The Uses of Environmental History », *Environmental History Review*, vol. 17, n° 3, 1993, p. 1-22, trad. fr. "De l'utilité de l'histoire environnementale", dans William Cronon, *Nature et*

l'environnement se considéraient souvent comme écologistes, ils militaient dans des associations, et leurs travaux visaient à contribuer aux débats qui agitaient le champ politique. De là naît le caractère critique, dénonciateur et profondément politique des premiers travaux d'histoire environnementale qui insistent prioritairement sur les dégradations écologiques provoquées par les mutations de la modernité et du capitalisme. La question écologique s'impose en effet avec force dès 1970 aux États-Unis avec le premier *Earth Day*, l'une des plus grandes manifestations jamais organisées dans le pays. Les marées noires à répétition, les pesticides ou encore les ravages écologiques provoqués par l'armée au Vietnam, poussent une nouvelle génération d'historiens à se tourner vers l'écologie. Roderick Nash, par ailleurs auteur de la *Santa Barbara Declaration of Environmental Rights* (1969), est l'un des premiers à proposer un enseignement d'histoire environnementale, d'emblée pensé comme une action militante[3]. L'institutionnalisation de ce nouveau champ est ensuite rapide : dès avril 1974, John Opie édite une lettre d'information en histoire environnementale, suivie de la création d'une revue, *Environmental Review*, en 1976, puis de l'American Society for Environmental History l'année suivante[4]. De nombreux travaux sont nés dans ce contexte à l'image de ceux de Donald Worster, très tardivement et imparfaitement traduits en français. Après avoir étudié les pionniers de l'écologie, il se tourne vers la tragédie du *« Dust Bowl »*, ces tempêtes de poussière dans les Grandes Plaines américaines et canadiennes des années 1930 du fait des pratiques agricoles intensives et du surpâturage, et relit la conquête de l'Ouest et les mythes fondateurs du pays à partir d'une histoire du contrôle des cours d'eau[5]. Alors que dans les années 1960, l'histoire intellectuelle et politique traditionnelle domine encore largement outre-Atlantique, ces nouvelles générations s'appuient sur les renouvellements de l'histoire sociale inspirés du britannique E. P. Thompson, pour affirmer qu'une classe d'opprimés est systématiquement oubliée dans les récits dominants : la terre, les végétaux et les animaux. Par la suite pourtant, le débat s'est polarisé en Amérique du Nord sur la notion de *« wilderness »* (nature sauvage), relue par William Cronon comme un mythe national et un fardeau pour le mouvement écologiste[6]. Dans les années 1990, cette critique radicale du concept de *« wilderness »* et des politiques de protection qui en découlaient ont

---

récits. Essais d'histoire environnementale, trad. de l'américain par Mathias Lefèvre, Paris, Éditions Dehors, 2016, p. 245.

[3] Roderick Nash, « American Environmental History : a New Teaching Frontier », *Pacific Historical Review*, 41-3, août 1972, p. 362-372.

[4] Sur la naissance et l'institutionnalisation de l'histoire environnementale : Richard Grove, « Environmental History », dans Peter Burke (dir.), *New Perspectives on Historical Writing*, University Park, The Pennsylvania State University Press, 2001, p. 261-282 ; Fabien Locher et Grégory Quenet, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2009-4, n° 56-4, p. 7-38 ; Grégory Quenet, *Qu'est-ce que l'histoire environnementale ?*, Seyssel, Champ Vallon, 2014.

[5] *Nature's Economy: A History of Ecological Ideas* (1977), trad. fr.: *Les pionniers de l'écologie : une histoire des idées écologiques*, Paris, Éditions Sang de la terre, 1992 ; *Dust Bowl : The Southern Plains in the 1930s*, New York, Oxford University Press, 1979 ; *Rivers of Empire : Water, Aridity, and the Growth of the American West*, New York, Pantheon Books, 1985.

[6] William Cronon, « The Trouble with Wilderness ; or, Getting Back to the Wrong Nature », dans William Cronon (dir.), *Uncommon Ground. Rethinking the Human Place in Nature*, New York, W. W. Norton & Co., 1995, p. 69-90, trad. fr. : « Le problème de la *wilderness*, ou le retour vers une mauvaise nature », *Écologie & politique*, 1/2009 (n° 38), p. 173-199.

contribué à un certain relativisme environnemental beaucoup discuté et ont été à l'origine d'un éloignement croissant à l'égard du militantisme politique[7].

L'éloignement du politique

Si, aux États-Unis, l'histoire environnementale s'affirme d'emblée comme politique et militante, ce n'est pas le cas en Europe où d'autres perspectives semblent l'emporter. En France en particulier, les sciences sociales se méfient d'abord de l'écologie politique perçue comme une ruse de la bourgeoisie pour opprimer les pauvres. Pour la droite libérale, elle n'est qu'une forme nouvelle d'intrusion de l'État régulateur ; à gauche, la critique écologique est repoussée comme un dérivatif qui éloigne du combat essentiel, ou pire comme la réactivation de tendances réactionnaires. La critique sociale du productivisme peine alors à s'articuler à la question écologique. Tout en critiquant « l'idéologie dominante », beaucoup d'intellectuels restent prisonniers d'un imaginaire productiviste qui imprègne durablement l'histoire et les sciences sociales[8]. Luc Boltanski offre une explication à cette rencontre manquée : « Critiquer la conversion des élites aux progrès techniques et à la grandeur industrielle qui avaient fait les "Trente Glorieuses", n'était-ce pas rendre manifeste une nostalgie coupable pour l'ancienne société paysanne, une sorte de vichysme rampant ? » Pour beaucoup en effet, les alertes du Club de Rome n'étaient que « des contre-feux destinés à stopper le développement et, par-là, l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes les moins privilégiées[9] ». L'écologie demeurait associée à une conception élitiste, pessimiste et conservatrice, là où l'émancipation devait toujours passer par le progrès technique et la maîtrise poussée du monde naturel.

Le désintérêt pour la question écologique domine longtemps chez les historiens français. L'environnement, tôt institutionnalisé dans son ministère, intéresse peu le champ intellectuel et devient surtout une affaire de techniciens[10]. Plus généralement, et en dépit des traditions moins sociocentrées qui ont pu exister dans les sciences sociales depuis le XIXe siècle, l'histoire des années 1960-1980 se construit majoritairement contre le réductionnisme naturaliste, qu'il soit géographique, climatique, sociobiologique ou génétique. Alors que les historiens des années 1968 s'attachent à démontrer l'historicité de toutes choses en vue d'ouvrir de nouvelles libertés pour le présent, ils tendent à rendre invisibles les enjeux environnementaux[11]. La nature ne fait objet d'histoire qu'en tant que « représentation » à travers l'histoire culturelle des paysages, ou sous la forme de l'histoire des sensibilités initiée par Alain Corbin.

Ainsi, alors qu'émerge une histoire environnementale critique et politisée aux États-Unis, d'autres approches historiques de l'environnement s'imposent en France. Dans

[7] Sur ce débat qui a fait couler beaucoup d'encre, voir Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 2015.

[8] Jean-Baptiste Fressoz et François Jarrige, « L'histoire et l'idéologie productiviste. Les récits de la "révolution industrielle" après 1945 », dans Céline Pessis, Christophe Bonneuil, Sezin Topçu (dir.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, Paris, La Découverte, 2013, p. 61-79.

[9] Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. À propos de la production de l'idéologie dominante*, Paris, Démopolis, 2008, p. 111-112, p. 80.

[10] Michael Bess, *La France vert clair. Écologie et modernité technologique, 1960-2000*, traduit de l'anglais (USA) par Christophe Jaquet, Seyssel, Champ Vallon, 2011.

[11] Fabien Locher et Grégory Quenet, « L'histoire environnementale », art. cit.

l'hexagone, l'enjeu semble davantage de se rapprocher des sciences de la nature et de leur objectivité supposée, en construisant une « histoire de l'environnement » pensée comme l'étude des différents milieux physiques et de leurs évolutions dans le temps, qu'il s'agisse du climat, des forêts ou des zones humides. Pour Emmanuel Le Roy Ladurie en particulier, pionnier avec son *Histoire du climat depuis l'an 1000*[12], le partage entre une « histoire physique et une histoire humaine » devait subsister : à la première les phénomènes objectifs, étudiés avec les méthodes de sciences de la nature ; à la seconde, l'anthropologique et le subjectif explorés par les sciences sociales[13]. À partir des années 1980, l'ampleur du débat environnemental semble par ailleurs reculer dans le champ politique, alors même que les alertes scientifiques sur les réalités des bouleversements de la biosphère s'étendent. Aux États-Unis, l'histoire environnementale militante est de plus en plus critiquée et entre en crise avec l'ère Reagan[14]. En France, les préoccupations environnementales restent suspectes, comme l'illustre l'ouvrage caricatural de Luc Ferry, *Le Nouvel ordre écologique* publié en 1992, qui identifiait l'écologie à un dangereux anti-humanisme. Les principaux penseurs de l'écologie politique – même lorsqu'ils étaient historiens de formation comme Bernard Charbonneau – demeurent périphériques dans le champ intellectuel, à la fois non légitimes et non consacrés par les sphères universitaires dominantes[15].

À partir des années 1990 pourtant, l'histoire environnementale s'affirme également comme un domaine dynamique en Europe de l'Ouest. Le nombre de publications s'accroît rapidement et le champ se structure peu à peu. À partir de 1995 est ainsi publié en Angleterre le journal *Environment and History* ; en 1999 est créée la European Society for Environmental History (ESEH). Le Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale (RUCHE), qui en constitue la branche francophone, naît en 2008. Au Royaume-Uni, comme en Allemagne ou en France, de nombreux et riches travaux voient le jour et une nouvelle génération d'historiens s'empare de la question écologique en réinterprétant quelques-uns des objets classiques de l'histoire de France, qu'il s'agisse du château de Versailles, des mythologies de la croissance desdites « Trente Glorieuses », de l'industrialisation repensée au prisme des pollutions, ou encore de l'action des syndicats et des mutations techniques[16].

---

[12] Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire du climat depuis l'an mil*, Paris, Flammarion, 1967.

[13] Emmanuel Le Roy Ladurie, « Histoire et environnement », *Annales ESC*, 29-3, mai-juin 1974 ; les recherches françaises sur l'environnement sont synthétisées dans Corinne Beck et Robert Delort (ed.), *Pour une histoire de l'environnement*, Paris, CNRS Éditions, 1991.

[14] Frederick Buell, *From Apocalypse to Way of Life: Environmental Crisis in the American Century*, Londres et New York, Routledge, 2003.

[15] Fabrice Flipo, *Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Éditions Amsterdam, 2014.

[16] Citons, sans prétendre à l'exhaustivité, et pour nous limiter au seul cas français, les travaux de Geneviève Massard-Guilbaud et de Thomas Leroux sur les pollutions industrielles et leurs régulations, ceux de Stéphane Frioux sur l'assainissement urbain, de Sabine Barle sur les déchets et le métabolisme énergétique, de Renaud Bécot sur les syndicats, de Charles-François Mathis sur les paysages, de Grégory Quenet sur l'histoire naturelle de Versailles, de Fabien Locher et Jean-Baptiste Fressoz sur le climat, de Christophe Bonneuil sur les sciences agronomiques, etc. ; une brève synthèse récente propose de faire le point sur ces recherches : Jean-Baptiste Fressoz, Frédéric Graber, Fabien Locher, Grégory Quenet, *Introduction à l'histoire environnementale*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2014.

L'historien dans la mêlée

La question écologique resurgit par ailleurs avec force dans l'agenda politique au cours des années 2000. Alors que de grands scandales sanitaires et environnementaux éclatent, que les conférences climatiques et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) alertent sur la réalité du réchauffement climatique, que l'ampleur des pollutions chimiques apparaît au grand jour, la question écologique s'impose comme l'un des grands enjeux du XXIe siècle. Parallèlement à la globalisation des échanges et des risques, l'histoire environnementale devient de plus en plus globale, elle interroge les relations Nord/Sud et conteste l'environnementalisme jugé élitiste qui domine en Amérique du Nord. Certains auteurs proposent ainsi de repolitiser le champ en réintégrant les populations pauvres du Sud[17]. La rencontre demeure pourtant difficile et fragile entre les historiens et la question écologique. De nombreux militants écologistes ont en effet une vision du monde largement *an-historique*, voire même profondément anti-historique, opposant volontiers les sociétés humaines prédatrices et une nature vierge en partie mythique, perçue comme stable et saine. Beaucoup de militants partagent une vision naïve de l'histoire qui rebute les historiens soucieux d'historiciser les réalités et les représentations en rompant avec le dualisme nature/société et en réintroduisant « la nature dans le flot de l'histoire humaine[18] ».

La participation des historiens – pas seulement ceux de l'environnement – aux débats environnementaux s'affirme en prenant plusieurs formes. Ils deviennent parfois acteurs des controverses et des luttes, certains participent d'ailleurs à des groupes de recherche qui tentent d'apporter une contribution militante à l'écologie politique radicale, à l'image du *network Entitle* qui propose de « repolitiser le débat sur les réponses à apporter aux problèmes environnementaux[19] ». En documentant les responsabilités des industriels dans l'accroissement des risques sanitaires et des pollutions, certains se sont trouvés embarqués, notamment aux États-Unis, dans des controverses qui dépassent de loin le cadre habituel de leurs débats. Au début des années 2000, les plus grosses entreprises de la chimie des États-Unis – dont Monsanto, Union Carbide et Dow Chemical Company – poursuivent ainsi en justice David Rosner et Gerald Markowitz, deux historiens spécialistes de la santé environnementale qui avaient montré les liens entre les produits mis sur le marché et le cancer, mais aussi la connaissance précoce que les industriels avaient des risques et leurs stratégies pour les occulter[20]. Alors que l'industrie chimique va jusqu'à financer un autre historien pour contester leur étude, une vive controverse assez rare dans le milieu éclate[21]. Aux États-Unis, de nombreux historiens des sciences et de l'environnement ont participé aux controverses autour du « climatoscepticisme » et du rôle des lobbies dans la construction des savoirs. Ils se sont parfois heurtés aux

---

[17] Ramachandra Guha et Juan Martinez-Alier, *Varieties of Environmentalism : Essays North and South*, Londres, Earthscan Publications, 1997.

[18] William Cronon, « De l'utilité de l'histoire environnementale », *op. cit.*, p. 259.

[19] http://www.politicalecology.eu/ (consulté le 2 mars 2017).

[20] David Rosneret Gerald Markowitz, *Deceit and Denial: The Deadly Politics of Industrial Pollution*, Berkeley, University of California Press, 2002

[21] Cf. David Rosner, Gerald Markowitz, « L'histoire au prétoire. Deux historiens dans les procès des maladies professionnelles et environnementales», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1/2009 (n° 56-1), p. 227-253 ; Laëtitia Atlani-Duault et Stéphane Dufoix, « Les sciences sociales saisies par la justice », *Socio*, 3 | 2014, 9-47.

pièges de la « science asservie » dénoncée par la sociologue Annie Thébaud-Mony[22]. L'apport de l'histoire a permis de montrer combien les polémiques contemporaines s'inscrivaient dans une histoire longue des controverses environnementales et sanitaires, et combien ces controverses étaient savamment entretenues par une « science de l'ignorance » que Robert Proctor a nommé « agnotologie[23] ». En éclairant des filiations rarement soulignées, les historiens participent à la déconstruction des discours des « marchands de doute » soucieux d'éviter l'intervention de l'État et les régulations de leurs activités toxiques[24].
Un autre engagement possible – qui tend à devenir dominant compte tenu des modes d'organisation et de financement de la recherche actuelle – consiste à répondre aux appels lancés par les décideurs, à s'impliquer dans les grandes chantiers de la « modernisation écologique » en participant à de vastes projets censés influencer le cours des événements. Les grands organismes publics – en Amérique du Nord comme en Europe – font parfois appel à l'expertise des historiens pour réfléchir à tel ou tel problème concret, qu'il s'agisse des pollutions, des controverses sur le climat, des grands projets d'aménagement ou des politiques de « transition ». Face aux défis climatiques et aux enjeux de la mondialisation, les auteurs du très controversé *History Manifesto* en appellent ainsi à un retour à la longue durée, censée être facilitée par les *Big Data*, seule capable de redonner aux historiens un rôle d'experts écoutés[25]. L'histoire peut aussi être utile pour documenter la situation de tel ou tel site pollué et son évolution, à l'image des enquêtes récentes sur les pollutions des calanques marseillaises. L'histoire devient alors un outil permettant « aux experts et aux décideurs, d'éviter de reproduire les mêmes processus[26] ». Mais le risque est grand alors de transformer l'histoire en discipline embarquée, en outil d'acceptabilité sociale au service des projets imposés, au risque de perdre tout contrôle sur les catégories d'analyse et sur l'agenda de la recherche.

Démystifier et comprendre le monde

Comme discipline critique, l'histoire offre en définitive un formidable instrument de démystification et de compréhension du monde. Au-delà des engagements partisans, elle aide à donner du sens à ce qui arrive. Elle contribue à nous armer face aux offensives idéologiques incessantes des modernisateurs qui en appellent à toujours plus d'accélération et d'innovation pour répondre aux défis environnementaux. Elle offre un antidote précieux contre ceux qui simplifient en permanence le passé pour tenter de construire le futur, en rappelant par exemple l'ancienneté des débats et la réflexivité incessante qui a accompagné dans le passé la modernisation industrielle et l'imposition des grands équipements technologiques. On sait que l'Europe n'a pas

[22] Annie Thébaud Mony, *La science asservie. Santé publique : les collusions mortifères entre industriels et chercheurs*, Paris, La Découverte, 2014.
[23] Robert N. Proctor (ed.), *Agnotology. The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford, Stanford University Press, 2008.
[24] Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Les marchands de doute*, Paris, Le Pommier, 2012 [2010] ; sur les stratégies des pollueurs pour empêcher toute régulation de leurs activités au cours du XXe siècle, cf. Benjamin Ross et Steven Amter, *The Polluters. The Making of Our Chemically Altered Environment*, New York, Oxford University Press, 2010.
[25] Voir le numéro spécial que *Les Annales* ont consacré à ce texte : « La longue durée en débat », *Annales. Histoire, sciences sociales*, n°2, avril-juin 2015.
[26] Xavier Daumalin et Isabelle Laffont-Schwob (dir.), *Les calanques industrielles de Marseille et leurs pollutions. Une histoire au présent*, Aix-en-Provence, REF.2C éditions, 2016, p. 333.

attendu l'ère postmoderne pour penser les risques ; les acteurs du XIXe siècle positiviste et industriel n'ont cessé de percevoir les dangers du progrès, et ils ont choisi de passer outre consciemment[27].

Face à la question écologique, l'enjeu ne saurait être simplement d'introduire une strate environnementale supplémentaire dans les récits habituels. La question écologique interpelle tous les récits historiens, qu'il s'agisse des travaux sur l'industrialisation, les mutations des rapports sociaux ou les transformations politiques. Pierre Serna le constate avec d'autres en proposant de relire l'expérience révolutionnaire au prisme de la « question animale[28] ». En déconstruisant les catégories dominantes et en dévoilant des potentialités oubliées, l'histoire libère du présentisme qui étouffe. En retrouvant des trajectoires rendues invisibles, elle aide aussi à réouvrir le champ des possibles contre les fatalismes qui sclérosent toute action. En inventant sans cesse de nouveaux objets et problèmes, elle contribue à rendre audibles et visibles des acteurs négligés. En déconstruisant la cosmologie naturaliste sans retomber dans un déterminisme sommaire, elle éclaire en définitive la complexité du monde.

Par ailleurs, face aux discours hégémoniques qui proposent des relectures simplifiées de l'histoire humaine pour imposer leurs grands projets de géo-ingéniérie globale, l'histoire environnementale montre les rapports sociaux et politiques derrière les processus apparemment neutres étudiés par les sciences naturelles[29]. L'historien peut ainsi « écrire une histoire politique du CO2 » en montrant l'inégalité des responsabilités dans le changement climatique et la crise écologique[30]. La question climatique en particulier a conduit à de nombreuses recherches historiques originales qui montrent les enjeux politiques et sociaux du débat climatique, qu'il s'agisse de la déforestation du début du XIXe siècle ou du « schisme de réalité » qui caractérise les négociations internationales des vingt dernières années[31]. En déconstruisant les mythes et les visions simplistes du passé, en redécouvrant la complexité des possibles oubliés, en politisant en permanence des trajectoires souvent considérées comme neutres ou inévitables, l'histoire environnementale aide à réinventer des imaginaires adaptés aux temps de crises qui s'ouvrent.

---

[27] Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse. Une histoire du risque technologique*, Paris, Le Seuil, 2012 ; François Jarrige, *Technocritique. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2014.

[28] Pierre Serna, *L'animal en République. (1789-1802). Genèse du droit des bêtes*, Toulouse, Anarchasis, 2016.

[29] Le chimiste Paul Crutzen, inventeur et promoteur du concept d' « anthropocène » censé décrire le nouvel âge historique dans lequel nous sommes entrés, est ainsi un ardent promoteur de la « géo-ingénierie », ensemble de techniques visant à intervenir sur le climat pour atténuer les effets des changements en cours, cf. Clive Hamilton, *Les Apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*, Paris, Le Seuil, 2013.

[30] Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'évènement anthropocène, op. cit.*, p. 13.

[31] Amy Dahan et Stefan Aykut parlent d'un « schisme de réalité » pour décrire le décalage grandissant entre les discours publics sur la prise de conscience du problème et la multiplication des négociations internationales et la réalité de la dégradation croissante du climat : Amy Dahan et Stefan Aykut, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations climatiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 . Jean-Baptiste Fressoz et Fabien Locher, « L'agir humain sur le climat et la naissance de la climatologie historique, XVIIe-XVIIIe siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 62(1), 2015, p. 48-78.

L'auteur

François Jarrige est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bourgogne (Centre Georges Chevrier, UMR CNRS 7366) et membre de l'Institut universitaire de France (IUF). Il étudie l'histoire de la société industrielle dans ses dimensions sociales et environnementales, et achève actuellement, avec Thomas Le Roux, un ouvrage sur l'histoire des pollutions à l'âge industriel. Il a notamment publié : *Au temps des "tueuses de bras": Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle, 1780-1860* (Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009) ; *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences* (Paris, La Découverte, 2014) ; et (avec Emmanuel Fureix), *La modernité désenchantée. Relire l'histoire du XIXe siècle français* (Paris, La Découverte, 2015).

Résumé

Depuis quarante ans, la question écologique prend de multiples formes et accompagne une reconfiguration profonde des champs politiques et intellectuels. L'écriture de l'histoire a été confrontée à ces débats et l'écologie politique a contribué à repenser les récits et les visions du passé au point de voir surgir une histoire environnementale riche et dynamique. Face à la question écologique, les historiens ont longtemps été sceptiques : spécialistes des sociétés humaines, ils abandonnaient volontiers le monde physique à leurs collègues des sciences naturelles ; éclairés par leur fréquentation des catastrophes passées, ils se méfiaient des discours à tonalité apocalyptique des milieux écologistes. Pourtant, les débats écologiques et environnementaux n'ont cessé de croiser leur chemin, de mettre à l'épreuve leurs catégories d'analyse, leurs méthodes de travail, comme les formes de leurs engagements dans la cité.

Mots clés : historiographie ; environnement ; politique ; institutionnalisation ; engagement.

Abstract

Over the past forty years, the issue of ecology has taken various forms and has been accompanied by a profound reconfiguration of the intellectual and political domains. These debates have aroused interest among historians. Political ecology, in particular, has contributed to rethinking narratives and visions of the past, resulting in the emergence of the rich and dynamic field of environmental history. Historians were long skeptical vis-à-vis the issue of ecology: as specialists of human society, they gladly surrendered the physical world to their colleagues in the natural sciences; enlightened by their familiarity with past disasters, they mistrusted the apocalyptic-type discourse encountered in ecologist circles. Yet the ecological and environmental debates they constantly encounter have tested their analytical categories, working methods and the form taken by their involvement in public life.

Keywords: Historiography; Environment; Politics; Institutionalization; Engagement

Pour citer cet article : François Jarrige, « L'historien et la question écologique », *Histoire@Politique*, n° 31, janvier-avril 2017 [en ligne, www.histoire-politique.fr]